

ASSOCIATION DES AMIS DES ARCHIVES DIPLOMATIQUES

Cycle de conférences 2008-2009

10 septembre 2009

LA NAISSANCE DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA FRANCE

par Antoine Marès,
professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Quel a été le processus qui a mené à la création de ce nouvel État de 13,6 millions d'habitants ? Quelle place la France a-t-elle occupé dans cette naissance ? Quelles sont les querelles interprétatives ? Telles sont les trois questions auxquelles cet exposé va tenter de répondre.

La Première Guerre mondiale du côté tchécoslovaque : de la passivité à l'engagement

En 1914, l'empire austro-hongrois se trouve dans une situation paradoxale : son développement économique est incontestable et la société connaît une grande fluidité sociale. Pourtant le malaise est grand, et les blocages sont multiples : les heurts entre les nationalités ont atteint un niveau tel que les institutions ont cessé de fonctionner à Prague et à Vienne. À Budapest, les Hongrois dominent des minorités sous-représentées par un système censitaire qui les pénalise. Dans les deux parties de la monarchie bicéphale, en raison de l'opposition des Allemands et des Hongrois, il est impossible de trouver des solutions d'autonomie nationale réclamées depuis 1848. C'est dans ce contexte qu'éclate la guerre, conçue à Vienne comme une opération de police pour éradiquer la menace serbe et comme un ciment nouveau susceptible de surmonter les différends nationaux.

Quelle est alors la position des Tchèques et des Slovaques ? Les seconds ont une situation particulièrement difficile depuis que les libéraux hongrois ont adopté une politique résolument assimilatrice au milieu des années 1870. Leurs élites sont très faibles et divisées quant aux options à prendre. Les Tchèques, eux, connaissent une ascension continue par rapport aux Allemands, le suffrage universel établi en 1907 jouant en leur faveur, alors que les affrontements sur les questions scolaires ou linguistiques empoisonnent la vie publique. Leur frustration vient de ce que leur place au niveau de l'Empire reste faible par rapport à leur poids démographique et économique. Trois grands courants se dégagent alors : les catholiques et les sociaux-démocrates comptent parmi les loyalistes ; les partis attentistes sont majoritaires tandis qu'un groupe hétérogène formé de petits partis d'avant-guerre et de « dissidents », a décidé de rompre avec l'empire : à leurs yeux, Vienne a perdu sa légitimité en s'engageant de manière univoque à la remorque de Berlin et la victoire de l'Allemagne serait une catastrophe pour la nation. Ces positions divergentes ne doivent pas cacher le fait que la plupart des Tchèques – et des Slovaques – se trouvent dans la situation absurde d'avoir à combattre des Serbes et des Russes qu'ils ne considèrent pas comme des ennemis. Mais, pris dans un enthousiasme guerrier général et fortement encadrés par des officiers allemands (ou hongrois), ils subissent la mobilisation

presque sans réaction pendant quelques semaines. L'attachement à une transformation fédérale de la monarchie reste encore le credo institutionnel de tous ou presque.

Sur le plan militaire, les réticences à partir en guerre ont été illustrées par le roman de Jaroslav Hašek, *Le Brave soldat Chveïk*, qui est le prototype de la marginalité tchèque, en même temps que le reflet d'un antimilitarisme symptomatique. Dans un premier temps, la résistance à la guerre est pourtant limitée. Pendant le second semestre 1914, seules 950 personnes ont été arrêtées pour délits politiques. Et les désertions commencent tardivement, notamment avec la reddition de quelques régiments au printemps 1915. Malgré ces défections, la situation est stabilisée sur le front russe et l'offensive Brusilov de juin-juillet 1916 sera la dernière menace sur le territoire galicien et morave, avec des pertes énormes, y compris dans les unités tchèques. Le dernier épisode militaire significatif sur le front oriental interviendra en juillet 1917 quand, à Zborov, une brigade de tirailleurs tchécoslovaques formée du côté russe combattra des troupes impériales partiellement composées de Tchèques. Ceux-ci ont été aussi engagés sur le terrible front italien de l'Isonzo : les défections y ont été bien moindres, les conditions ne s'y prêtant pas, malgré les efforts de propagande déployés par Rome qui utilisait des unités d'éclaireurs pour appeler à la désertion. Les Tchèques ont finalement perdu plus de 138 000 hommes du côté de la monarchie (sur 1 200 000 morts) et 5 405 du côté allié. Le mythe du Tchèque traître et déserteur est donc à manier avec précautions par rapport aux constructions idéologiques et nationalistes développées pendant et après la guerre. D'un côté, nous aurons une variante autrichienne de la *Dolchstosslegende* : d'après elle, les défaites austro-hongroises seraient en partie imputables à la trahison des Tchèques (ou des Slaves) ; de l'autre, les Tchèques, victimes une dernière fois de la « prison des peuples », se seraient massivement mobilisés pour renverser l'Autriche-Hongrie, voire auraient conquis leur indépendance par les armes.

Chez les civils, la méfiance à l'égard des Tchèques n'a pas été moindre que chez les militaires. Les Pays tchèques ont connu pendant la guerre trois périodes assez différentes. Dans un premier temps, jusqu'en mars 1915, la politique loyaliste est dominante, ce qui a poussé certains à la qualifier de politique « de deux fers au feu », les uns croyant à la victoire des puissances centrales, les autres à celle de l'Entente. Les clivages passent d'ailleurs au sein des partis, et les témoignages sont nombreux de responsables politiques très hésitants.

Dans une deuxième phase, entre le printemps 1915 et l'été 1916, la résistance intérieure est décapitée, ses acteurs principaux étant arrêtés et condamnés (du 26 juillet 1914 au 31 décembre 1916, 4 598 personnes inquiétées en Pays tchèques pour des raisons politiques, dont finalement 879 condamnées). Les déclarations de loyalisme, spontanées ou exigées des autorités, restent nombreuses, même s'il faut les nuancer par leur opportunisme et les nécessités concrètes : leur sommet est atteint avec les déclarations de l'Union tchèque qui rejettent en janvier 1917 le point de vue allié qui est exprimé le 10 en réponse à la demande du président Wilson et qui réclame les indépendances nationales, notamment des « Tchécoslovaques ».

Commence une période complexe, à la fois de réouverture politique et de confrontation accrue. Le nouvel empereur Charles I^{er}, hostile à la guerre, cherche la réconciliation et le compromis. L'amnistie générale du 2 juillet 1917 aurait dû faciliter la reprise du dialogue, mais c'est le contraire qui s'est produit. Il s'agit là d'un tournant décisif à partir duquel les équilibres politiques internes se renversent sur fond de crise du ravitaillement. L'activisme des hommes politiques tchèques a été clairement dénoncé par le Manifeste des écrivains du 17 mai. Les représentants des nationalités réclament désormais une transformation en profondeur de l'Autriche-Hongrie, qui exclut le système dualiste, et le loyalisme tchèque ira de défaite en défaite : la social-démocratie bascule fin septembre 1917 vers le camp « national ». À la fin de l'année, les Tchèques donnent la priorité à la fin de l'Autriche-Hongrie bicéphale : le contexte international et les difficultés militaires et matérielles croissantes de la monarchie vont leur faciliter la tâche, le mouvement social s'amplifiant et défaisant les liens internes de la monarchie dans une dynamique de séparation qui s'alimente du croisement du social et du national. Le

6 janvier 1918, 120 parlementaires tchèques adoptent la fameuse déclaration de l'Épiphanie par laquelle ils exigent le « droit à une vie nationale libre et à l'autodétermination des nations, grandes et petites ». Ce texte est compris comme une aspiration à l'indépendance, d'autant qu'il réclame une représentation à la future conférence de la paix. Les parlementaires allemands des Sudètes réunis à Vienne réclament à leur tour leur séparation des Pays tchèques le 21 janvier en vue de rejoindre la « mère Germanie ». Les réactions désordonnées du pouvoir viennois durcissent la situation.

Parallèlement à cette évolution, l'action de l'émigration est menée à l'étranger sous la direction de T. G. Masaryk que j'évoquerai dans un instant. Fin septembre 1918, les jeux sont faits. Et qu'il s'agisse de contacts informels ou officiels, les hommes politiques tchèques se déclarent désormais hostiles à toute modification constitutionnelle qui briderait leur marge de manœuvre. Alors qu'à Prague certains socialistes cherchent à transformer la grève générale du 14 octobre en proclamation d'indépendance, voire d'une république socialiste, l'émigration politique prépare la déclaration de Washington destinée à prévenir toute tentative ultime d'approbation d'une transformation de l'Autriche-Hongrie, telle que la présentera l'empereur Charles le 16 octobre avec son *Manifeste à ses fidèles peuples d'Autriche* : l'accueil négatif qui lui est réservé sanctionne l'échec de la monarchie. Les difficultés d'approvisionnement, les débuts de la grippe espagnole, les rumeurs selon lesquelles le pouvoir autrichien serait prêt à acheminer toutes les denrées alimentaires de Bohême pour alimenter Vienne, vont accélérer la décomposition. La demande d'armistice du comte Andrassy connue à Prague dans la matinée du 28 octobre est le déclencheur ultime : l'indépendance est proclamée. Pendant ce temps, les principaux leaders tchèques ont été autorisés par les représentants de Vienne à partir en Suisse pour rencontrer l'émigration politique : de leurs discussions de Genève, du 28 au 31, sortira la Première République tchécoslovaque. C'est le 30 octobre que, de leur côté, les Slovaques ont proclamé à Martin leur indépendance et leur réunion aux Tchèques. Mais il s'agit pour le moment d'une simple déclaration d'intention, les Slovaques n'ayant ni les ressources ni les forces pour passer au stade du contrôle de leur territoire. À Prague, la passation des pouvoirs se fait sans heurts à part quelques échauffourées le 28 à l'occasion du décrochage des emblèmes impériaux : ce changement de régime s'est déroulé sans effusion de sang et l'indépendance va être, pour les Tchèques, une sorte de voile, de filtre, qui va masquer les souffrances de la guerre. Pendant ce temps, la fin de la guerre austro-hongroise s'est jouée en Italie : les Italiens, pour des raisons tactiques, ont laissé traîner les négociations d'armistice, finalement signé à la villa Giusti, le 3 novembre 1918 à 15 heures. Mais la fin de la guerre mondiale sur ce front, tout comme le 11 novembre, sont loin de signifier la sortie de guerre, c'est-à-dire l'entrée dans un monde pacifique. À cet égard, il faudra attendre au moins l'été 1919 pour que la paix soit définitivement rétablie dans l'espace tchéco-slovaque. Le conflit avec la Hongrie de mai à juillet 1919 (plus de 1 000 tués), les accrochages polono-tchéco-slovaques à propos du district de Teschen, le rapatriement des légionnaires de Russie (90 000 hommes), qui s'étalera de décembre 1918 à novembre 1920, sont les suites immédiates du conflit.

La France et la cause tchécoslovaque

L'histoire franco-tchèque a des racines médiévales, à la fois religieuses, politiques et militaires. Mais ce passé partagé n'aurait eu ni sens ni postérité s'il n'avait pas été suivi par le rappel constant et la culture de cette tradition. Car c'est sur ce fond que s'édifie une solidarité forte à la charnière des XIX^e et XX^e siècles. Deux sensibilités collectives et des intérêts nationaux se sont alors rencontrés : quand les Tchèques reconstruisent leur identité nationale au XIX^e siècle, ils la fondent sur un substrat égalitariste, paysan et bourgeois, et sur une dynamique où l'éducation joue un rôle primordial. La convergence avec les idéaux de la III^e République débutante est

flagrante. On est aussi en présence d'une vision partagée de l'Europe face à l'unité allemande : la France défaite en 1870 regarde désormais vers l'Est, au-delà de l'Allemagne, et le mouvement des nationalités, déjà perçu et utilisé sous Napoléon III, transforme la conception française de l'Europe. En Pays tchèques, on est évidemment sensible à cette modification, d'autant que le monde intellectuel et politique est de plus en plus enclin à une dégermanisation de la culture. La fameuse déclaration tchèque de décembre 1870 contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine est un jalon essentiel de cette mise en scène de la solidarité franco-tchèque. La société tchèque confrontée de plus en plus frontalement au nationalisme allemand trouve dans la France un appui symbolique et même parfois pratique. Mais à y regarder de près, l'engagement français en faveur de la Bohême reste marginal sur le plan politique, même s'il n'en est pas de même sur le plan associatif, universitaire ou artistique où Louis Leger, Ernest Denis, Auguste Rodin ou Antoine Bourdelle symbolisent une amitié franco-tchèque déjà bien enracinée.

À la veille de la Première Guerre mondiale, la cause tchèque est ainsi portée en France par une vague de sympathie largement partagée. Dès l'automne 1914, elle est incarnée par la colonie tchéco-slovaque dont l'enthousiasme patriotique s'est traduit par un engagement massif dans la Légion étrangère. Mais le soutien de certaines autorités est bridé par une grande prudence : le ministre des Affaires étrangères ne veut pas s'engager en faveur des Slaves d'Autriche-Hongrie, de peur d'hypothéquer les négociations avec l'Italie, et aucun signe clair n'arrive de Bohême : jusqu'où les Tchèques sont-ils prêts à aller contre Vienne ? Cette question, les exilés Masaryk et Beneš ne cesseront de se la poser jusqu'en 1918, inquiets des réactions de Prague à leurs initiatives. À Paris, le jeune universitaire tchèque Edvard Beneš et l'astronome slovaque Milan Rastislav Štefánik se sont rapidement imposés, Štefánik « prenant d'assaut les positions que Beneš se chargeait d'administrer », comme me le confiait Louise Weiss. Grâce à leur action, au milieu de l'année 1916, les Tchèques, s'ils ne sont pas encore reconnus, sont du moins connus de l'opinion et des décideurs français. La presse les soutient très largement, mais avec de très fortes nuances entre les inconditionnels, les hésitants et ceux qui répugnent à la disparition de l'Autriche-Hongrie. Dans le monde politique, radicaux et radicaux-socialistes leur sont en général favorables, de même qu'une partie des socialistes. La franc-maçonnerie, en particulier le Grand Orient, appuie également la cause de l'indépendance de la Bohême, mise à l'ordre du jour du Congrès des Maçons des Nations alliées et neutres le 28 juin 1917. De fait, on ne retrouve pas les clivages classiques de la société politique française sur *la question tchèque* : elle n'est au centre ni de ses préoccupations majeures ni de ses sensibilités essentielles. Les relations personnelles importent parfois plus qu'un engagement à gauche ou à droite. Pourtant, dans un premier temps, les appartenances religieuses jouent un certain rôle : on trouve peu de catholiques fervents parmi les amis des Tchèques exilés, mais avec de notables exceptions. En revanche, chez les protestants, tout comme dans les milieux universitaires - chez les slavisants et chez les historiens - ou à la Ligue des Droits de l'Homme, la cause tchèque dispose de soutiens de plus en plus résolus. En définitive, les tchéco-philés français constituent un groupe très hétérogène au sein duquel les motivations patriotiques - allant de la droite radicalement germanophobe à tous ceux qui sont sensibles à la question allemande, notamment les Alsaciens - peuvent être renforcées ou remplacées par des préoccupations démocratiques.

Après l'épisode de l'engagement héroïque et la quasi-extermiation de la compagnie *Nazdar*, l'utilisation plus large de forces tchèques vient à l'ordre du jour avec la crise des effectifs. Beneš entame ses premiers pourparlers avec le ministère de la Guerre en septembre 1916, pour mettre finalement en place à la fin de l'année 1917 le cadre juridique d'une armée tchécoslovaque ; il a accéléré ses négociations à partir du mois de juin 1917 pour aboutir à la signature du décret du 16 décembre. Malgré ses dimensions réduites (deux divisions représentant en tout 10 000 hommes), cette armée permet de réaliser un nouveau « saut qualitatif » dans les discussions entre exilés et Français. Si la nouvelle armée est placée sous l'autorité militaire française, elle se trouve sous la responsabilité politique du Conseil national tchécoslovaque : ce texte est le prodrome

d'une reconnaissance diplomatique, malgré la prudence des rédacteurs français qui ont résisté aux tentatives de Beneš d'imposer dans le décret le terme « futur État tchécoslovaque », ce qui illustre, encore à cette date, les hésitations des autorités français. La dimension militaire de ces négociations devient dès lors secondaire : la crainte de Beneš est de perdre un argument dans l'arsenal qu'il déploie pour obtenir une véritable reconnaissance, son souci principal étant d'éviter que ces troupes soient engagées et épuisées trop tôt. Une épreuve de force feutrée s'engage entre lui et les militaires français, car malgré l'afflux des troupes américaines, les chefs militaires ne négligent aucun apport supplémentaire sur le front : Beneš, lui, n'a pas besoin de victimes inutiles, mais de moyens de pression. De son point de vue, l'utilisation des troupes tchécoslovaques de Russie se pose dans les mêmes termes : en été 1918, il s'agit surtout de transformer l'engagement forcé des Légions en Sibérie en bénéfice diplomatique.

Le premier jalon de la reconnaissance a été posé dans la réponse des puissances de l'Entente à la demande formulée en décembre par le président des États-Unis Woodrow Wilson sur les buts de guerre des belligérants. Le texte envoyé le 30 décembre 1916 est rendu public le 12 janvier 1917. Il contient une formulation étrange puisque les Alliés exigent "la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques". Cette phrase difficilement compréhensible – les Tchécoslovaques étant évidemment des Slaves – résulte d'un compromis entre Français et Italiens, ces derniers tenant à éviter toute mention des Slaves du Sud en raison de leurs revendications adriatiques. La mention des Tchécoslovaques est due au directeur de cabinet d'Aristide Briand, Philippe Berthelot, acquis aux nationalités slaves d'Autriche-Hongrie, et tout particulièrement aux Tchèques, même si son point de vue est loin d'être partagé par tous ses collègues du Quai d'Orsay. L'année 1917, qui a si bien commencé pour la cause tchèque, va s'avérer pleine de contradictions, d'ombres et de lumières. Beneš martèle ses arguments dans la presse et auprès des officiels de l'Entente pour contrer l'idée de maintien de l'Autriche : le principal consiste à répéter que le nouvel État tchéco-slovaque serait « une barrière antigermanique et l'obstacle principal à la réalisation du plan pangermanique » et que cette solution serait préférable à une fédéralisation impossible et néfaste de l'Empire : impossible parce que l'Autriche ne peut pas se dégager de l'emprise germanique et néfaste parce qu'en prônant une transformation fédéraliste, les Alliés affaibliraient et démobiliseraient la résistance slave, prolongeant d'autant la guerre. Jusqu'au printemps 1918, les positions françaises à l'égard de l'Autriche restent incertaines, mais les négociations secrètes et leur rupture par Clemenceau ont été largement surestimées. En fait, les Français sont en avance sur leurs alliés : le 15 février 1918, le ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon a expliqué devant la commission des Affaires étrangères du Sénat que l'application du droit des nationalités, qui a ses faveurs, se heurte aux réticences de Lloyd George. Le 3 mai, la position du gouvernement français est clarifiée à travers la passe d'armes qui a lieu entre Marius Moutet et Georges Clemenceau à la Chambre des députés. Beneš juge le moment propice pour demander le 28 mai une déclaration nette et précise en faveur des Tchèques. En arrière-plan de ces discussions diplomatiques et des premières - et prudentes - concessions que font Britanniques et Américains se profile l'utilisation des Légions tchécoslovaques de Sibérie. Finalement, Beneš obtient satisfaction au bout d'un mois de négociations, le 29 juin. Il reçoit une lettre par laquelle le gouvernement français reconnaît le Conseil national comme organe suprême de la nation et la « première assise du gouvernement tchécoslovaque ». Y a-t-il eu là une relation de cause à effet ? Dans une dépêche adressée à Prague le 8 juillet, Beneš évoque le rôle que devraient jouer les Légions tchécoslovaques dans l'intervention alliée. Le 9 août, il arrache la reconnaissance britannique. Les États-Unis suivent le 2 septembre et le Japon le 9.

Désormais, le souci principal des membres du Conseil national tchécoslovaque est de contrôler la situation et d'éviter une dichotomie avec les organes politiques de Prague. Ainsi peut-on expliquer la précipitation avec laquelle est présentée aux Alliés la composition du gouvernement tchécoslovaque, le 14 octobre 1918 : il s'agit de mettre l'Entente devant le fait

accompli. Les représentants de Prague et de l'exil se rencontrent à Genève le 28 octobre, le jour même où l'indépendance est proclamée dans la capitale tchèque. Beneš communique au Bureau de presse français à Genève les résultats de cette rencontre et il conclut par un propos très antibolchevique, poussant à une intervention en Ukraine, avec un débarquement sur la côte de la Mer Noire. Il a voulu utiliser son arme ultime vis-à-vis de l'Autriche, la menace bolchevique, contre un retournement de dernière minute de l'Entente. Il a compris que l'Europe de 1918 avait pris une nouvelle dimension et qu'il ne suffit plus de se présenter comme une barrière face au danger allemand pour obtenir satisfaction. Rentrant à Paris le 1^{er} novembre, il apprend avec surprise que les premières négociations interalliées sur les conditions d'armistice à imposer à l'Autriche-Hongrie ont commencé à Versailles. Il est admis à participer à ces délibérations le 4. La Tchécoslovaquie, premier des États successeurs, a désormais une pleine légitimité diplomatique sur la scène internationale.

La Conférence de la Paix et la solidarité Paris-Prague

Du côté français, le sort à réserver à l'Autriche-Hongrie n'a pas fait l'objet d'études préalables comme cela a été le cas pour l'Allemagne, même si des travaux partiels ont été confiés à des amis inconditionnels de Prague. Pourtant il y a eu débat dès 1916 au sein du Comité national d'Études, pour savoir quelle forme devrait revêtir l'Europe centrale, notamment sur le plan économique. Beneš a rapidement rédigé des mémorandums sur les principales revendications tchèques, sans l'appui d'une documentation détaillée, d'où leur caractère lacunaire, voire fautif. C'est le 5 février 1919 qu'il les expose devant le Conseil des Dix : combinant les arguments historiques, ethniques, économiques, géopolitiques, le ministre des Affaires étrangères tchèque déploie ses qualités pédagogiques tout en manifestant une grande prudence : il frappe les esprits par sa modération, gagnant là sa réputation d'homme raisonnable. Mais les décisions ne se prennent pas à ce niveau. L'examen des revendications tchécoslovaques est renvoyé à une sous-commission *ad hoc* des Affaires tchécoslovaques composée de deux représentants des quatre principales puissances belligérantes. La Commission se réunira dix-sept fois entre le 27 février et juin 1919.

Georges Clemenceau qui est débordé par ses fonctions de président du Conseil et de ministre de la Guerre, a chargé en novembre 1918 André Tardieu, favorable aux Tchécoslovaques, d'une mission de supervision. En fait, Philippe Berthelot, qui a été écarté de l'organisation de la Conférence comme presque tout le Quai d'Orsay, installe le géographe Emmanuel de Martonne dans un bureau de la rue de Constantine, où il devient la cheville ouvrière des travaux de la délégation française. Outre Berthelot, quelques diplomates gagnés par Beneš ou Štefánik constituent des atouts de poids pour Prague : Camille Barrère, ambassadeur à Rome, François Charles-Roux, Georges Degrand, chargé des contacts avec les Tchécoslovaques et les Polonais au Quai d'Orsay, Pierre de Margerie, et surtout Jules Laroche, membre de la commission des Affaires tchécoslovaques, tout comme Jules Cambon, ou le général Lerond, délégué français à la sous-commission des frontières ; sans parler d'appuis politiques comme Albert Thomas, Étienne Fournol, Edouard Herriot, Henri Franklin-Bouillon...

Les questions de frontières sont les plus brûlantes. Stephen Pichon refuse l'idée de plébiscite dès l'automne 1918 pour la délimitation avec l'Allemagne, reconnaissant implicitement le maintien des frontières historiques de la Bohême et de la Moravie. Malgré les protestations américaines, ce sont ces frontières historiques qui sont adoptées. La France a besoin d'un allié oriental sécurisé. Mais la contrepartie n'est pas mince : la Tchéco-Slovaquie a une minorité de 3 218 000 Allemands, soit 23,6 % de la population, ce qui aura des conséquences sur les rapports franco-tchécoslovaques.

La fixation des frontières polonaises est plus complexe en raison du conflit polono-tchécoslovaque ; la question est d'autant plus délicate pour Paris que la Pologne et la Tchécoslovaquie sont les deux pays sur lesquels Clemenceau, Berthelot et Pichon veulent appuyer leur politique antisoviétique et antiallemande. Le différend se cristallise sur le duché de Teschen, que Varsovie réclame pour des raisons ethnographiques, et Prague, pour des raisons surtout économiques. Ce conflit révèle l'impuissance alliée sur le terrain : d'une part, ni les Polonais ni les Tchécoslovaques n'ont répondu aux injonctions de la Conférence ; d'autre part, les Français eux-mêmes ne sont pas d'accord entre eux : les deux missions militaires françaises en Pologne et en Tchéco-Slovaquie ont été sur le point de s'engager contradictoirement auprès des armées de leur pays d'affectation. Ce conflit empoisonnera les relations polono-tchécoslovaques et sapera durablement les projets d'alliance orientale de la France. Finalement, l'organe chargé par la Conférence de la Paix de régler les problèmes en suspens, la Conférence des Ambassadeurs, répondra aux principaux desiderata tchécoslovaques avec l'essentiel du bassin charbonnier de Karvín et des ajustements frontaliers au nord de la Slovaquie, à Spiš et à Orava. Mais cela ne satisfera pas totalement Prague et laissera une très profonde amertume à Varsovie.

Le règlement frontalier avec les Hongrois va être plus compliqué encore : jouant sur l'ignorance des Alliés, les Hongrois cherchent à conserver ce qu'ils appellent la « Haute Hongrie » ; l'arrivée au pouvoir du comte Mihaly Karolyi, puis de Bela Kun, est largement liée à cette volonté de conserver la Hongrie du Nord ; enfin, les ingérences internationales sont fortes, qu'il s'agisse des Italiens et des Français opposés sur le terrain militaire, ou des risques d'embrassement social causés par la révolution hongroise. Beneš – qui a réclamé des frontières très au sud des frontières ethnographiques – est soutenu par les Français et les Britanniques face à des Américains et des Italiens hostiles. Or, ce sont les tracés présentés le 3 mars 1919 par le général Lerond qui seront presque intégralement retenus : les raisons économiques, géographiques et stratégiques l'ont emporté sur les lignes ethniques. Beneš joue alors la carte d'une Tchéco-Slovaquie consolidée s'opposant aux dérives bolcheviques : il a demandé le 25 février à Clemenceau que la Conférence confirme la ligne de démarcation avec la Hongrie et que la Tchéco-Slovaquie devienne frontalière avec la Roumanie grâce à l'occupation de la Ruthénie. Il faudra cependant une guerre de plusieurs semaines pour que la position de Prague soit assurée sur les frontières définies au printemps 1919. Finalement, le traité de Trianon de juin 1920 entérine ce point de vue. Une minorité hongroise de plus de 745 000 personnes (5,5 % à l'échelle de la République) subsistera en Tchécoslovaquie.

Masaryk a dit de l'après-guerre que l'Europe était « un laboratoire édifié sur un vaste cimetière ». La question du contrôle de la Rhénanie, l'ombre de la non-ratification par le Sénat américain et les possibilités réelles de réparations ont dépassé de loin les possibilités d'action des Tchécoslovaques. Bien qu'ils aient partagé à l'origine les idées du wilsonisme, ils sont restés les alliés les plus décidés de Paris, même s'ils ont senti à plusieurs occasions que l'appui français n'était pas sans contreparties. En termes frontaliers, suivant les demandes des responsables de Prague, la Conférence a adopté la variante minimale examinée par le Conseil des ministres tchécoslovaque du 2 janvier 1919 : confortée dans son image d'alliée indéfectible, la France a eu un rôle majeur dans cette satisfaction, et Beneš a été largement crédité de ce succès. La conjonction des intérêts entre Paris et Prague a joué à fond et la Tchéco-Slovaquie demeurera, aux côtés de la France, un des partisans les plus déterminés de la défense des traités.

Problèmes d'interprétation

Du point de vue de l'histoire longue, la naissance de la Tchécoslovaquie s'inscrit dans une tendance lourde qui a vu en Europe la multiplication des États-nations, fondés sur une inspiration française et allemande. Bien entendu, ce processus avait aussi des racines socio-

économiques : urbanisation et industrialisation, avec une « construction » ou une « reconstruction » nationale liée à l'afflux des campagnes vers les villes.

Sur le moyen terme des années 1867 à 1914, il faut souligner que l'Autriche-Hongrie n'était ni un paradis, comme le disent les nostalgiques de la Belle Époque habsbourgeoise, ni un enfer (car le *signal* de l'émigration politique était faible), comme l'ont affirmé les propagandes nationales ou nationalistes. Il s'agit là de déformations pures et simples d'une réalité complexe. En revanche, nombre d'observateurs ont noté une sorte d'épuisement et de fuite en avant de la double monarchie.

Sur le court terme, quelques règles classiques ont joué : les guerres entraînent des changements de régime pour les vaincus et jouent un rôle de catalyseur et d'accélérateur des tensions ; toute l'Europe en a été le témoin à partir de 1916 et surtout de 1917. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, le débat sur sa naissance recoupe aussi le débat sur la fin de l'Autriche-Hongrie : son effondrement a finalement résulté de son incapacité à se transformer à temps en ensemble fédéral, de l'exaspération des tensions sociales et nationales, de la décomposition du front et de l'arrière, du travail des exilés en vue de convaincre leurs interlocuteurs alliés du bien-fondé d'un redécoupage de l'Europe centrale, enfin de la volonté partagée des représentants de ses peuples de ne plus vivre ensemble... D'une très grande complexité, ce processus a été lié à des éléments à la fois intérieurs et extérieurs qui ont interagi à la fin de la guerre.

Ces quelques remarques sont fondamentales pour expliquer la naissance de la Tchécoslovaquie, si l'on cherche quelles en ont été les « forces profondes ». Mais ce sont là des considérations d'historien qui ne tiennent pas compte des discours idéologiques plaqués sur la réalité de la naissance du nouvel Etat, notamment du côté tchèque.

Je résumerai ici ces positions :

- La création de la Tchécoslovaquie est l'aboutissement d'un processus historique naturel, et en même temps une revanche de l'histoire tchèque détournée de son cours par la défaite de la Montagne Blanche en novembre 1620. Les Habsbourg ont été punis de ne pas avoir su saisir la chance d'une fédéralisation de leurs peuples. Dans cette vision, les Slovaques ne sont que les « petits frères » des Tchèques et n'ont pas d'aspirations propres, puisqu'ils se sont réunis à leurs « grands frères ». Dans la légende fondatrice, le crédit de la naissance de l'État est porté au profit du groupe Masaryk-Beneš-Štefánik, la triade Jupiter, Mercure, Mars au sein de laquelle Masaryk imposait sa volonté, Beneš était l'inlassable messenger de la cause de l'indépendance tchèque et Štefánik occupait une place majeure dans la formation des unités militaires.
- Le deuxième ensemble de positions est extérieur et d'ordre national : la création de la Tchécoslovaquie a été une sanction pour ses voisins (et ses minorités), notamment pour l'Autriche et pour la Hongrie (partiellement pour la Pologne, avec l'attribution du district de Teschen), dictée injustement par les Alliés vainqueurs influencés par un petit groupe de comploteurs (souvent francs-maçons). Par ailleurs la Tchécoslovaquie n'est qu'un des instruments de la France contre l'Allemagne (ce sera la thèse hitlérienne).
- Le troisième groupe d'explications est d'ordre idéologique : les vieux empires théocratiques ont vécu leur temps et ont dû céder le pas à des structures démocratiques. Ou encore, la Tchécoslovaquie, comme d'autres États successeurs (Pologne, Roumanie, Yougoslavie), est le fruit de l'impérialisme occidental et de la lutte contre la Russie bolchevique. « Fruit de l'impérialisme », le nouvel État va trouver paradoxalement une autre généalogie chez les communistes tchécoslovaques avec le slogan « Sans la grande révolution d'Octobre, il n'y aurait pas de Tchécoslovaquie ». Mais il faut noter que l'historiographie communiste sur la question est très diverse et qu'elle oscille d'une facture

classique sur la légitimité nationale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à un alignement servile sur Moscou.

- Pour certains, minoritaires, la Tchécoslovaquie est le résultat de la lutte armée de la nation pendant la guerre (les légionnaires), thèse en rivalité, sinon en contradiction, avec une partie de la résistance extérieure.
- Une dernière interprétation mérite d'être soulignée : elle est souvent implicite et souligne que les Tchèques ont une mission spécifique en Europe centrale, étant donné leur avancement économique et intellectuel : cette mission peut être culturelle (apporter la civilisation aux Slovaques et aux Ruthéno-Ukrainiens) ou politique (avec l'idée de pont ou d'avant-garde). Le tchécoslovaquisme a été un instrument de ce « messianisme » déguisé, et modéré.

Dans chacune de ces thèses, il y a une part – même si elle peut être très variable – de vérité. Pour prendre la plus contestable d'entre elles : « Sans la Révolution d'Octobre, il n'y aurait pas de Tchécoslovaquie », le poids de la Russie soviétique sur la politique des Alliés en Europe centrale et orientale est incontestable pour tout historien qui a étudié le quotidien de la conférence de la Paix. La recherche de la stabilité et de la sécurité à l'Est de l'Europe est évidente, et Prague a su jouer habilement de cet atout. Mais chacune de ces thèses est fondamentalement fautive si on les prend isolément. C'est leur combinaison qui rend compte de la réalité. Et tout le travail complexe de l'historien consiste à pondérer ces multiples éléments et à se démarquer des propagandes.

Finalement, ces débats sur la naissance de la Tchécoslovaquie renvoient à deux types de polémiques : les unes internes, parce que les explications données sur cette naissance légitiment tel ou tel groupe dans sa volonté d'exercer le pouvoir (et par conséquent d'écarter les autres) tandis que l'idée de complot conforte les minorités dans leur rejet du nouvel État, l'affirmation démocratique renforce les partisans de Masaryk, et l'accent exclusif sur le crédit militaire conforte les contestataires d'un ordre démocratique qu'ils n'approuvent pas (Dyk etc.). Les autres externes, parce que le jeu des légitimations et des délégitimations étatiques s'est développé dans l'Europe après 1918 en fonction des rapports de force internationaux. De ce point de vue, il n'est pas exagéré de dire que la Tchécoslovaquie a été un sismographe de l'Europe.

Alors quelle a été finalement la place de la France dans cette naissance ? Il faut se méfier des effets d'optique induits par la recherche de tous les indices de tchécophilie française, qui fait oublier la tchéco-phobie de certains milieux. Le point décisif, c'est la victoire des Alliés, donc de la France, considérée comme la plus grande puissance militaire du continent, avec la volonté française d'empêcher la renaissance d'une menace allemande, jointe à la volonté de la Tchécoslovaquie de défendre un statu quo satisfaisant. Pour Prague et Paris, l'objectif est le même : la sécurité. Mais comment s'assurer de la permanence des fruits de la victoire ? Et comment pouvait s'ajuster ce besoin entre Paris et Prague ? Ce sera toute la question de la politique étrangère de l'entre-deux-guerres. Les relations franco-tchécoslovaques bénéficieront certes de forces structurelles indéniables pour atteindre ces objectifs, mais les faiblesses et les contradictions l'emporteront dans les années 1930.

Ces contradictions et ces tensions auraient vraisemblablement été surmontées si, comme Masaryk le disait, la Tchécoslovaquie avait eu cinquante ans de paix devant elle. Mais en 1932 et 1933, il confiait en privé que l'Allemagne avait déjà gagné la Guerre (ce qui signifiait qu'elle la voulait à nouveau). Plus clairvoyants que nombre d'hommes politiques britanniques et français, les Tchèques affirmaient dans leur majorité en 1936 que c'était la Tchécoslovaquie que l'on défendait en Espagne. Au fond, analyser les seules relations franco-tchécoslovaques ne suffit pas pour comprendre leur issue ; les clefs en seront ailleurs dans les années 30 : tout d'abord à Berlin, ensuite à Londres... et enfin à Moscou. Mais c'est déjà une autre histoire.

SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE DES TRAVAUX D'ANTOINE MARÈS EN LIAISON AVEC LE SUJET

Ouvrages et numéros spéciaux de revues

- *Munich 1938* (éd.), Institut d'études slaves, Paris, 1979, 255 pages.
- *Le Paris des étrangers* (dir. avec André Kaspi), Paris, Imprimerie nationale Editions, 1989, 406 pages.
- *Thomas Garrigue Masaryk, Européen et humaniste* (dir. avec Vladimír Peska), Paris, Etudes et Documentation internationales - Institut d'études slaves, 1991, 318 pages.
- *Paris, "capitale culturelle de l'Europe centrale ?* (dir. avec Maria Delaperrière), Paris, Institut d'études slaves, 1997, 240 pages.
- *Ce que nous ne savons pas de la Première République tchécoslovaque* (dir.), Prague, Cahiers du CEFRES n° 20, 2000, 114 pages.
- « Les Tchèques au XX^e siècle » (dir.), Nanterre, *Matériaux pour l'histoire de notre temps* (BDIC), juillet - septembre 2000, n° 59, 64 pages.
- *Histoire des Tchèques et des Slovaques*, Paris, Perrin - Tempus, 2005, 484 pages.
- *Europe médiane. Aux sources des identités nationales* (dir. avec Maria Delaperrière et Bernard Lory), Paris, Institut d'études slaves, 2005, 479 pages.
- *T. G. Masaryk, un intellectuel européen en politique 1850-1937* (coéd. avec M. E. Ducreux), Paris, Institut d'études slaves, 2007, 248 pages.
- « Mémoire de la Première Guerre mondiale en Europe médiane » (dir.), *Guerres mondiales et conflits contemporains*, octobre 2007/228, PUF, 153 pages.
- *Lieux de mémoire en Europe centrale* (dir.), Paris, Institut d'études slaves, 2009, 200 pages.
- *La Tchécoslovaquie, sismographe de l'Europe* (dir.), Paris, Institut d'études slaves, 2009, 290 pages.

Articles

- « De l'intérêt en France pour les Pays tchèques au XIX^e siècle et au XX^e siècle », *Bulletin du Groupe d'Etudes tchèques et slovaques*, n° 1, 1980, pp. 11-29.
- « Mission militaire et relations internationales : l'exemple franco-tchécoslovaque 1918-1925 », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n° 4, 1981, pp. 559-586.
- « Puissance et présence culturelle de la France. L'exemple du Service des Oeuvres françaises à l'étranger dans les années 30 », *Relations internationales*, n° 33, printemps 1983, pp. 65-80.
- « De l'identité tchèque à l'Etat tchécoslovaque », *Les Conséquences des Traités de Paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1987, pp. 209-224.
- « La Cechoslovacchia e le relazioni internazionali dalle origini al 1948 », *L'Umana Avventura*, printemps-été 1990, pp. 58-62.
- « L'historiographie de la naissance de la Tchécoslovaquie », *Les nationalités de l'Autriche-Hongrie et la Paix de 1918-1919*, Paris, Institut autrichien, 1990, pp. 52-74.
- « La vision française de l'Europe centrale, d'un prisme à l'autre (XIX^e-XX^e siècle) », Varsovie, *Cahiers de Varsovie*, n° 22, 1991, pp. 377-390.

- « Ruptures et continuités de la mémoire tchèque », Paris, *Vingtième Siècle*, n° 36, octobre-décembre 1992, pp. 71-80.
- « La vision française de la Slovaquie à travers les sources diplomatiques françaises (1918-1938) », *Slovensko v politickom systéme Československa*, Historický ústav SAV, Bratislava 1992, 157-166, en slovaque.
- « Les slavissants français face à la Hongrie avant le traité de Trianon », Paris, *Cahiers d'études hongroises*, n° 6, 1994, pp. 185-191.
- « Louis Leger et Ernest Denis. Profil de deux bohémisants français au XIX^e siècle », *La France et l'Europe centrale* (ed. Bohumila Ferenčuhová), numéro spécial 2 de *Slovanské studie*, Bratislava, Academic Electronic Press, 1995, pp. 63-90.
- « Louis Eisenmann et l'Europe centrale (1897-1937) », *Regards sur l'indomptable Europe du Centre-Est du XVIII^e siècle à nos jours*, Lille, Revue du Nord collection Histoire, n° 10, 1996, pp. 223-242.
- « Nationalismes tchèque et slovaque. Fonctions et contenus, 1850-1920 », Nanterre, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°43, juillet - septembre 1996, pp. 21-25.
- « La question tchéco-allemande et la France », *Allemands, Juifs et Tchèques à Prague. 1890-1924*, (Maurice Godé, Jacques Le Rider et Françoise Mayer éd.), Montpellier, Bibliothèque d'Etudes germaniques et centre-européennes, Université Paul Valéry, 1996, pp. 169-180.
- « Aperçu des communautés centre-européennes dans l'entre-deux-guerres », *Paris "capitale culturelle" de l'Europe centrale 1918-1939 ?*, Paris, Institut d'études slaves, 1997, pp. 9-24.
- « Les relations militaires franco-tchécoslovaques de 1918 à 1924 », Prague, *Český časopis historický*, n° 1, 97/1999, pp. 53-79, en tchèque.
- « Milan Rastislav Štefánik, réflexions sur une trajectoire centre-européenne », M. R. Stefanik (dir. B. Ferenčuhová), Bratislava, 1999, pp. 13-20.
- « Un exemple de francophilie en Bohême : Edvard Beneš ou la France dans la formation d'un homme politique tchèque » in *Socialisme, cultures, histoire. Itinéraires et représentations. Mélanges offerts à Miklos Molnar*, Berne, Peter Lang, 1999, pp. 265-279.
- « L'historiographie française de la Première République tchécoslovaque », *Československo 1918-1938, Osudy demokracie ve střední Evropě*, Prague, Historický Ústav, 1999, pp. 83-89.
- « Locarno et la Tchécoslovaquie : le rôle d'Edvard Beneš », *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe, 1919-1932*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2007, pp. 130-147.
- « Masaryk et la France », T. G. Masaryk, *un intellectuel européen en politique 1850-1937* (co-dir. avec M. E. Ducreux), Paris, Institut d'études slaves, 2007, pp. 119-130.
- « Les relations franco-tchécoslovaques, sismographe de l'Europe (1914-1925) », *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France, un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925)*, Prague, Ministerstvo zahraničních věcí ČR, 2008, pp. 76-106.
- « Sortie de guerre de la Tchécoslovaquie en 1918 », *Sortir de la Grande Guerre*, (dir. Stéphane Audouin-Rouzeau et Christophe Prochasson), Paris, Taillandier, 2008, pp. 93-112, 431-434.
- « L'iconographie philatélique comme lieu de mémoire tchécoslovaque », in *Lieux de mémoire en Europe centrale*, Paris, Institut d'études slaves, 2009, pp. 183-194.